

5 novembre 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Jose Maria Aznar, Premier ministre espagnol, sur les relations franco- espagnoles, sur l'UEM et le passage à l'euro et sur la constitution d'une force multinationale d'intervention au Zaïre, Marseille le 5 novembre 1996.

Mesdames, messieurs,

- Je voudrais dire naturellement ma joie d'avoir, avec le Premier ministre, Alain Juppé, et les représentants du gouvernement français, reçu José Maria Aznar et l'ensemble des représentants du gouvernement espagnol et de l'avoir fait, ici à Marseille, qui est un peu le témoignage de notre intérêt commun pour tout ce qui touche à la Méditerranée. Témoignage qui avait déjà été apporté récemment lors de la conférence de Barcelone en Espagne.

- Je voudrais saluer et remercier tous les journalistes présents, les journalistes espagnols, les journalistes étrangers, et notamment européens, et les journalistes français bien entendu.

- Je vais un peu les décevoir dans la mesure où les choses se sont très bien passées. Il n'y a eu aucun incident, aucune divergence de vue importante, personne ne s'est fâché et ce n'est donc pas un sommet très intéressant, peut-être, pour les journalistes. Je vais néanmoins le résumer.

- Nous avons d'abord, hier soir et dès notre arrivée, évoqué l'affaire du Kivu, du Zaïre, qui nous inquiète, tous les deux naturellement, en raison des conditions dramatiques qui sont celles de centaines de milliers de réfugiés qui se trouvent dans une situation tout à fait inadmissible.

- Nous avons fait un communiqué commun, que je ne répéterai pas, puisque vous l'avez vu hier. Depuis nous avons eu quelques nouvelles plutôt positives, puisqu'on nous a annoncé un cessez-le-feu unilatéral décidé par les rebelles tutsis et qui a été confirmé à Kigali aux ambassadeurs d'Espagne et de France.

- Il y a aujourd'hui la réunion de Nairobi avec les cinq pays africains et, ensemble, nous avons souhaité que le Premier ministre zaïrois, soit présent et je pense, j'en suis sûr, qu'il sera présent.

- Il y a également à Bruxelles la réunion, que nous avons demandée, - qui se tient aujourd'hui -, des hauts fonctionnaires des affaires étrangères de l'Union européenne, et une concertation qui a été immédiatement engagée dès aujourd'hui avec les Etats-Unis. Nous avons demandé également, vous le savez, une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU qui devrait en principe pouvoir avoir lieu, peut-être, cet après-midi.

- J'ajoute, que nous nous sommes mis d'accord, notamment sur une proposition du gouvernement espagnol, sur notre souhait de voir sur place une force de sécurisation qui devrait, qui doit, comprendre des représentants de toutes les grandes nations et, notamment naturellement, des Américains, qui devrait être décidée par le Conseil de sécurité, cela ce sont des conditions qui s'imposent, chacun le comprend, et qui pourrait être le plus rapidement possible relayée par une force africaine qui serait aidée et soutenue par les Etats-Unis et l'Europe. Voilà pour ce qui concerne ce premier point d'actualité, pour le reste, nous avons naturellement évoqué les problèmes européens.\

LE PRESIDENT.- J'ai exprimé à Monsieur Aznar toute l'estime que nous avons pour la politique déterminée, courageuse, engagée sur le plan économique et financier par le gouvernement espagnol, pour être présent dans le premier train d'entrée dans la monnaie commune, dans l'Euro, marquant ainsi que, lorsqu'on regarde les politiques espagnole et française, souvent suspectes dans le passé d'un certain laxisme, on voit qu'elles sont délibérément entrées dans le peloton des politiques les plus sérieuses sur le plan de la gestion de nos affaires et je m'en réjouis.

- Nous avons également constaté que sur les principaux points, à l'ordre du jour de la Conférence intergouvernementale, il y avait un accord général avec quelques divergences de vues que nous allons continuer à examiner, entre nous, de façon à arriver au sommet de Dublin, le plus possible en harmonie sur tous les principaux problèmes. Je ne dirai pas que nous sommes d'accord sur tout, bien entendu, mais je dirai sur l'essentiel.

- Pour ce qui concerne la coopération euro-méditerranéenne, pour ce qui concerne les problèmes de l'élargissement d'abord, nous avons la même position que vous connaissez. Pour ce qui concerne la poursuite de la coopération euro-méditerranéenne initiée à Barcelone, nous avons tout à fait la même volonté d'aboutir le plus vite possible à un pacte de sécurité, de stabilité, de développement, de paix dans l'ensemble du bassin méditerranéen.

- Nous avons décidé qu'il y aurait dorénavant des rencontres régulières des ministres des affaires étrangères de France, d'Espagne et d'Italie dans la mesure, où bien entendu, ce sont les trois pays européens les plus directement concernés par la stabilité et la paix dans la région méditerranéenne.

- Enfin, nous avons renouvelé notre accord, qui est d'ailleurs l'accord de l'ensemble de l'Union, sur la position très stricte que nous devons avoir à l'égard de toute initiative unilatérale contraire à l'esprit de l'Organisation mondiale du commerce, du type des deux lois Helms-Burton et d'Amato récemment adoptées par le Congrès américain et absolument inacceptables par les pays de l'Union, et en particulier, par nos deux pays.

- Nous avons également abordé les questions internationales pour constater, là encore, que notre coopération et notre accord étaient entiers, sur la Yougoslavie et notamment sur l'avenir, le plan de stabilité de deux ans, de consolidation, ce que serait la présence des forces alliées post-IFOR.

- Nous avons partagé une analyse commune, tout à fait commune et des inquiétudes communes sur le processus de paix au Proche-Orient et j'ai indiqué au Premier ministre Aznar ma satisfaction de voir un homme très éminent et très compétent, M. Moratinos, ancien ambassadeur d'Espagne à Tel-Aviv, devenir l'envoyé spécial de l'Union dans le processus de paix.

- Enfin, je voudrais vous dire, M. le Premier ministre, combien nous apprécions les rapports, la qualité des rapports qui se développent entre l'Espagne et l'Algérie, car pour nous les relations franco-algériennes sont un élément important d'une politique de stabilité dans cette région. Nous nous réjouissons donc de la relation entre l'Espagne et l'Algérie.

- Nous avons également parlé des problèmes de sécurité, d'une part, pour poursuivre le développement de notre coopération militaire, d'autre part, nous avons évoqué la réforme de l'OTAN pour constater que nous étions d'accord sur les conclusions du sommet de Berlin et que nous souhaitons que le développement des discussions actuelles au sein de l'OTAN, puisse aboutir à une réforme qui soit acceptable par tous et permettre de dégager une identité européenne de défense.\

LE PRESIDENT.- Pour ce qui concerne le bilatéral, nous avons marqué une fois de plus, mais avec une grande détermination, notre volonté de lutter en commun contre le terrorisme, de lutter également contre toutes les formes de grandes criminalités, d'argent sale, de lutte contre la drogue. Nous avons évoqué les problèmes liés à la pédophilie. Bref, tout ce qui concerne une sécurité pour l'ensemble de nos concitoyens. Nous avons souligné le caractère exemplaire de nos réalisations en matière de commissariats communs aux frontières, ceux-ci nous apparaissent d'ailleurs comme une très bonne initiative.

- Nous nous sommes réjouis de la mise en oeuvre de nos grands projets bilatéraux : tunnel du Somport, la coopération transfrontalière, le TGV Sud, dénommé Méditerranée, notamment la

compens, la coopération transfrontalière, le TGV Sud, dénommé Méditerranée, notamment la liaison Perpignan-Figueras qui sera réalisée comme prévu.

- Nous avons étudié le problème de la ligne électrique Cazavil-Aragon. La France devant faire très prochainement à l'Espagne des propositions pour une solution alternative à celle qui avait été envisagée et qui n'a pu être retenue pour des raisons d'environnement. Un premier pas a été fait, c'est positif, mais insuffisant, nous nous sommes engagés auprès du Gouvernement espagnol à trouver la solution définitive pour que l'Espagne n'ait pas à pâtir de la décision française en ce domaine.

- Nous avons fait un tour d'horizon important en ce qui concerne le développement de nos langues en Espagne et en France. Nous avons décidé d'échanger des professeurs de langue. Le français est enseigné de façon importante en Espagne. L'espagnol est, après l'anglais, la première langue enseignée en France. Nous devons encore faire un effort dans ce domaine, il ne faut pas oublier, pour nous Français, que l'Espagnol sera bientôt - dans les décades à venir - la première langue parlée dans le monde.

- Pour ce qui concerne l'Espagne, on ne doit pas oublier que le français, dans l'espace politique francophone qui est en train de se mettre en oeuvre, est également une langue importante sur le plan de la culture et de la communication. Nous avons conclu que les représentants des très grandes langues du monde devaient faire un effort ensemble pour préserver le multilinguisme, sans lequel il n'y a pas de multiculturalisme dans le monde et pour éviter une sorte d'uniformisation culturelle que les moyens de communication modernes rendent possibles et qui seraient extrêmement dangereuse pour la culture sur notre planète.

- Tout cela s'est déroulé dans un climat extrêmement amical et chaleureux dont je remercie particulièrement le Premier ministre et l'ensemble de sa délégation.

MONSIEUR AZNAR.- Monsieur le Président, vous venez de prendre acte des conclusions de ce sommet bilatéral qui est le premier Sommet franco-espagnol auquel j'assiste en tant que Premier ministre espagnol et c'est un grand honneur pour moi que d'être à vos côtés Monsieur le Président.

- Je ne vais pas répéter l'excellent résumé de cette réunion que vient de formuler le Président Chirac. Cala a été une transcription tout à fait fidèle de l'état des relations entre l'Espagne et la France. L'ambiance de cette réunion, et l'atmosphère de nos relations, je dois le dire, sont tout à fait excellentes. Pour ce qui est des différents ministres, ou de ceux qui s'occupent de la coordination en général des différentes questions, je peux dire que le travail a été excellent. Des réunions se sont tenues au cours des mois précédents, je crois qu'ici et aujourd'hui, nous assistons à l'apogée de ce travail. Travail réalisé au sein de l'Union européenne et dans d'autres instances où l'on a intensifié les travaux.

- Nous avons cherché à trouver des points de convergence qui sont très nombreux d'ailleurs entre la France et l'Espagne. Il s'agit de la politique internationale. Bien entendu, nous avons abordé la question du Zaïre et ceci a permis de dégager une déclaration commune pour faire face à ces problèmes terribles que connaît à l'heure actuelle cette zone africaine. Concernant les relations internationales, qu'il s'agisse de la Bosnie, ou de la sécurité dans le cadre de l'OTAN ou du renforcement des entités européennes de sécurité et de défense, je dois dire qu'il y a nombre d'actions en commun.

- Pour les relations bilatérales, je constate qu'il y a un dynamisme excellent dans tous les domaines que nous avons abordés, j'insiste et je répète, les ministres ont fait un excellent travail. Je tiens à souligner l'excellent niveau de la coopération en matière de sécurité, lutte contre le terrorisme, lutte contre la drogue, lutte contre la criminalité. Il y a des engagements pour appliquer de façon anticipée l'accord d'extradition qui a été récemment accepté, adopté au niveau de l'UEO et le troisième pilier bien sûr. Donc, je crois que nous pouvons être tout à fait satisfaits.

- Je suis satisfait du résultat de ce sommet et de l'état d'avancement des travaux entre l'Espagne et la France. Nous avons un certain nombre d'accords auxquels nous sommes parvenus depuis les réunions des ministres des affaires étrangères qui sont très fréquentes et qui vont être encore plus fréquentes dans le cadre de la politique méditerranéenne ou les accords en matière de

politique agricole, pour faire un bilan de la situation avec les pays tiers en matière notamment de fruits et de légumes. Tout cela est tout à fait positif. Voilà ce que je puis dire. C'est une réunion tout à fait positive. Je tiens à remercier, Monsieur le Président Chirac, le Premier ministre Juppé et les ministres de leur accueil, de leur hospitalité et de l'excellente atmosphère qui a présidé à l'ensemble de nos travaux. Merci.\

LE PRESIDENT.- Nous allons maintenant répondre à quelques questions. Nous allons procéder de la façon suivante. Nous allons d'abord donner la parole à un journaliste espagnol, donc seulement les Espagnols lèvent la main, ensuite un Français et ensuite un non Français, non Espagnol et après on recommencera.

- QUESTION.- Vous avez dit que vous avez parlé de la réforme de l'OTAN. Je voudrais savoir si, pour la France, il est indispensable que dans cette réforme l'Europe ait un commandement dans le Sud, et si l'Espagne considère qu'elle ne peut pas renoncer au fait que les Canaries soient sous commandement espagnol quoi qu'il arrive ?

- LE PRESIDENT.- La France considère que l'intérêt de l'Europe, l'intérêt stratégique de l'Europe en Méditerranée, justifie que le commandement Sud soit exercé par un Européen. Pour elle, c'est une question très importante parce qu'on ne peut pas évoquer l'identité de défense européenne si elle ne se traduit pas par la capacité de commandement dans les théâtres d'opérations concernés.

- Naturellement, nos amis américains font valoir qu'il y a des problèmes, nous en sommes conscients, notamment la sixième flotte, mais qui pourrait être pour son commandement, et cela ce serait tout à fait naturel, rattachée au commandement stratégique du SACEUR. Il y a les problèmes liés à l'armement nucléaire mais qui sont facilement solubles et puis naturellement il y a les responsabilités américaines en Méditerranée mais elles ne sont pas plus importantes que les responsabilités européennes. Donc, effectivement pour nous c'est un point très important.

- M. AZNAR.- En ce qui concerne la question que vous avez posée sur les Canaries, vous savez très bien qu'il y a une doctrine OTAN, reconnue, officielle, et la doctrine OTAN stipule qu'aucune partie de l'Alliance atlantique ne peut être fragmentée en la mettant sous des commandements différents, et par conséquent, il est tout à fait logique que nous souhaitons que, dans le cas des Canaries comme dans le reste des territoires espagnols, on applique cette doctrine OTAN.

- Tout le territoire espagnol doit dépendre d'un seul commandement et, dans ce cas, ce sera le commandement espagnol, comme c'est logique en Espagne. Jamais nous n'avons envisagé autre chose. Il est tout à fait logique que les Canaries soient sous commandement espagnol. Peut-être qu'il y a d'autres intérêts par ailleurs mais l'Espagne ne s'est jamais posée la question, d'une part, parce que cette doctrine OTAN existe, et que c'est une doctrine officielle, mais de toutes façons, même si elle n'existait pas, ce serait la position du gouvernement espagnol quoi qu'il advienne.

- Et je voudrais faire une brève remarque en ce qui concerne la question de l'identité européenne de sécurité et de défense. Nous sommes pleinement d'accord avec les conclusions de la déclaration du Conseil de Berlin, M. le Président Chirac, vous en a parlé dans les conclusions de notre conversation, et c'est quelque chose qui intéresse à la fois la France et l'Espagne.

- Et dans l'identité européenne de sécurité et de défense, il nous semble que cela ne peut pas être défini dans une simple déclaration, mais que cette identité doit être définie, pour qu'il y ait une véritable responsabilité, un véritable versant européen très clairement défini, et ce, dans le cadre de la réforme de l'Alliance atlantique. Nous espérons que cette position européenne sera comprise et appuyée par tous parce que ce sera l'une des pièces positives les plus importantes pour la réforme de l'Alliance.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais revenir sur le Zaïre. On nous dit d'un côté, qu'il y a urgence à acheminer cette aide alimentaire vers les réfugiés, d'autre part, on a l'impression, malgré ce que vous avez dit, qu'il y a un certain nombre de réunions qui se mettent en place, on a l'impression qu'elles ont du mal à se mettre en place, notamment le Conseil de Sécurité. Alors, je voudrais savoir, est-ce que vous pensez que l'initiative qui a été prise par la France et l'Espagne d'une intervention internationale de sécurisation vous semble sur la bonne voie ? Ou

est-ce que vous pensez qu'on en est encore aux prémices et aux réunions ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai dit tout à l'heure qu'il me semblait, avec toute la prudence que l'on doit avoir lorsqu'il s'agit de drames comme celui que connaît le Kivu, que les choses étaient sur la bonne voie. Aujourd'hui, à midi, dans la mesure où, je le répète, il y a eu un cessez-le-feu qui a été déclaré, un accord pour le retour des réfugiés et pour l'acheminement de l'aide alimentaire qui n'a pas besoin de venir de très loin, parce qu'elle existe sur place, ce qu'il faut, c'est pouvoir l'acheminer auprès de ceux qui en ont besoin, et que la forte initiative engagée hier s'est traduite déjà par la réunion de toute urgence, je ne me souviens pas qu'une réunion ait été convoquée aussi rapidement au niveau européen, à Bruxelles en ce moment même et une demande immédiate de réunion du Conseil de sécurité.

- Donc, tant sur le plan local que sur le plan international, je crois que la forte initiative prise hier a permis de progresser. Mais je sais bien que tout cela est très fragile et qu'il faudra encore beaucoup de détermination pour arriver d'une part à stabiliser et à sécuriser cette région, et d'autre part à obtenir l'accord des cinq pays concernés pour une réunion internationale, une conférence internationale sur la région des Grands Lacs, sous l'égide de l'ONU et de l'OUA, et pour que cette conférence internationale puisse elle-même, et cela prendra du temps, aboutir à un accord concerté entre les cinq pays concernés plus l'ONU et l'OUA pour la stabilité à terme dans cette région. On a fait un premier pas positif, c'est tout ce que je peux dire.\

QUESTION.- En ce qui concerne la monnaie unique, longtemps on a uniquement parlé des critères de convergence de chaque pays, mais je voudrais savoir quels sont les projets ou les démarches qu'il faut mettre en oeuvre pour arriver à une harmonisation fiscale et juridique sans laquelle on ne peut pas vraiment avoir de marché unique en Europe ?

- LE PRESIDENT.- J'apporterai une réponse et peut-être que le Premier ministre espagnol va vous en apporter une aussi. Les critères de convergences, c'est la condition sine qua non de la création d'une monnaie unique. Il faut bien savoir qu'il n'y aura pas de marché unique sans monnaie unique, et qu'il n'y aura pas un marché européen puissant avec des monnaies divisées face à un dollar, tel qu'il existe aujourd'hui. Donc, il y a là une sorte d'exigence de bon sens.

- Les critères de convergence ne sont probablement pas suffisants, d'ailleurs vous savez, de mon point de vue, ils ne concernent pas seulement, et beaucoup s'en faut, les obligations imposées par la monnaie unique. Les critères de convergence, c'est tout simplement l'affirmation de critères de bon sens et de bonne gestion. C'est d'abord, et avant tout cela, il y a des pays qui n'ont pas toujours été dans le passé très sérieux dans la gestion de leurs affaires.

- Ensuite, naturellement, il y a des problèmes de l'harmonisation fiscale ou autre chose. Mais vous savez, elle n'est pas liée à la monnaie unique. Dès aujourd'hui, dans le marché unique, il y a des problèmes d'harmonisation fiscale et on voit certaines initiatives qui doivent être dénoncées et combattues de dumping fiscal. C'est indiscutable. Et il faudra que la communauté se saisisse de ce problème pour voir les conditions permettant d'éviter les phénomènes que l'on voit se développer aujourd'hui, ou commencer à se développer, qui sont des phénomènes de dumping fiscal. Donc qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas la monnaie unique, il faudra bien lutter contre les initiatives de ceux qui pratiquent le dumping fiscal ou qui souhaiteraient le pratiquer.

- M. AZNAR.- Je ferai un commentaire bref. Il y a quelque chose qui me gêne sur la formulation de la question, car cela ne répond pas à la réalité. Vous savez, il est possible d'avoir un marché unique sans monnaie unique, c'est possible. Mais ce qui convient le mieux, c'est d'avoir un marché unique avec une monnaie unique. A l'heure actuelle, nous avons déjà un marché unique et nous n'avons pas encore de monnaie unique, donc, c'est tout à fait possible. Mais il sera mieux que nous ayons tous la monnaie unique et la détermination espagnole, j'en ai parlé avec le Président Chirac, est tout à fait évidente. Nous avons participé dès le premier moment à une volonté pour la monnaie unique. Il faut perfectionner les mécanismes du marché unique, c'est vrai, et là, il y a des débats notamment en matière d'harmonisation fiscale. Mais il faut concentrer nos efforts sur les problèmes qui restent à résoudre, mais en sachant où nous voulons arriver. Notre objectif, c'est de mettre en oeuvre la monnaie unique en janvier 1999 et les gouvernements doivent faire tout leur travail d'ici là, donc pour la Conférence intergouvernementale à la fin de juillet 1997 - juste après la fin de la présidence néerlandaise - et

intergouvernementale à la fin de juillet 1997, juste après la fin de la présidence grecque, et je crois qu'il y a beaucoup de travail à faire. Et il y a suffisamment de problèmes dont on doit s'occuper et il y aura effectivement à travailler sur des mécanismes qualitatifs de mise en place de cette monnaie.\

QUESTION.- Je voudrais savoir comment dans la pratique est menée à bien la coopération bilatérale des projets concrets. Monsieur le Premier ministre espagnol, Monsieur le Président de la République également, en ont évoqué deux : le TGV avec le tronçon de Figueras à Perpignan, et je voudrais savoir quelle est la date de l'entrée en fonctionnement de ce TGV de Barcelone à Paris. Car, à Madrid, on avait fixé environ l'année 2004, je voudrais savoir s'il y a une date prévue aujourd'hui. Et est-ce que ce qui s'est produit en ce qui concerne la ligne de haute tension électrique avec une prise de décisions unilatérale du côté français sans consulter le gouvernement espagnol, est-ce que c'est un bon signe des bonnes relations bilatérales ? Voilà mes deux questions.

- LE PRESIDENT.- Sur le TGV Sud, cher Monsieur, nous avons confirmé la décision de Madrid. Sur la ligne électrique Casaril, nous avons indiqué que nous avons prévenu préalablement nos partenaires espagnols de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvions, pour des raisons liées à l'environnement et à la sauvegarde de l'environnement, de retenir le projet tel qu'il était prévu. Nous avons indiqué, et confirmé aujourd'hui, qu'avant la fin de l'année, des propositions alternatives et satisfaisantes pour ce qui concerne l'Espagne seraient proposées aux Espagnols.\

QUESTION.- Monsieur le Président, à propos du Zaïre, comment expliquez-vous les réticences qui se manifestent vis-à-vis de votre proposition d'intervention de sécurisation, donc purement humanitaire, comment expliquez-vous qu'il puisse y avoir des réticences vis-à-vis de cette opération ? Et deuxièmement, je voudrais savoir si vous avez l'intention de rentrer en contact avec le Président Mobutu à ce propos ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas ressenti beaucoup de résistances à nos propositions. Les Etats-Unis, qui sont aujourd'hui, bien entendu, dans une situation politique particulière, ayant néanmoins immédiatement répondu en nous demandant un certain nombre d'éclaircissements sur nos propositions, et donc en manifestant une volonté de rapidité quelles que soit par ailleurs les circonstances.

- Pour ce qui concerne le Président du Zaïre, qui est en convalescence actuellement en France, dans une propriété qu'il a en France, il est tout à fait évident que la communauté internationale ne peut pas ignorer qu'il est en réalité l'homme le mieux à même à représenter le Zaïre et de trouver une solution politique s'agissant du Zaïre à l'ensemble de ce problème.\

QUESTION.- C'est une question que je pose aux deux Présidents : on parle beaucoup de la possible entrée de l'Espagne dans la monnaie unique, mais je voudrais savoir si vous pensez, Monsieur Aznar et vous, Monsieur Chirac, que politiquement il sera possible de laisser entrer l'Espagne et sans laisser entrer l'Italie ? Et en ce qui concerne l'Italie, quand pensez-vous que la Lire pourra entrer à nouveau dans le système monétaire européen ?

- M. AZNAR.- Ecoutez dans ce cas, il me semble qu'il est bien clair qu'il y a une date très claire d'entrée dans la monnaie unique, et comme je l'ai dit tout à l'heure, l'Espagne est tout à fait déterminée à entrer dès le début dans l'Euro. Le taux d'intérêt, tous les différents critères sont positifs à l'heure actuelle, la dette est contenue, et donc c'est un engagement de notre Gouvernement et nous sommes absolument déterminés à entrer dans l'Euro dès le début. Donc là, il n'y a aucun doute, la date est tout à fait claire et nous n'avons aucun doute à ce sujet. Personnellement, je souhaite que le noyau fondateur de l'Euro soit le plus vaste possible, mais bien entendu, en respectant les critères du Traité de Maastricht.

- Donc moi, je suis partisan de deux choses. Tout d'abord, de conserver la même date, cela ne fait aucun doute pour moi, et d'autre part, de conserver les critères, et à partir de là, chaque pays doit réaliser l'effort nécessaire pour parvenir à être sur la ligne de départ le moment donné, et nous souhaiterions la participation italienne dès le début bien entendu.

- LE PRESIDENT.- Puisque la question a été posée à nous deux, je dirai que je partage tout à fait le sentiment exprimé par Monsieur Aznar. Nous n'avons aucun doute pour ce qui concerne l'Espagne, mais je me permets de vous faire remarquer que l'Italie a manifesté la même volonté,

et donc nous ne pouvons qu'enregistrer cette volonté, nous en réjouir et souhaiter que l'Italie soit, en même temps que les autres, prête pour le départ. Cela suppose que la Lire, vous l'avez dit, entre dans le système monétaire européen. Je vous signale qu'elle a demandé à entrer, que naturellement nous nous en réjouissons tous et que les négociations actuelles sur la rentrée de la Lire ont lieu, et bien entendu, se termineront avant la fin de l'année, date imposée.\

QUESTION.- Deux questions au Président de la République. Je voudrais savoir si vous pensez que, si l'Espagne entre dans la monnaie unique, elle pourra recevoir les fonds de cohésion et j'aimerais vous demander si, compte tenu de votre expérience avec un pays comme la France où il y a eu des hautes personnalités impliquées dans des affaires, d'ailleurs, et vous croyez que la décision prise, à savoir inculper l'ancien Président Gonzales dans le cadre du terrorisme d'Etat, suffit à tranquilliser l'état d'esprit des citoyens dans notre pays ?

- LE PRESIDENT.- Sur le premier point, ma réponse est positive, sur le deuxième, je n'ai pas de jugement à porter. Par conséquent, je donnerai la parole au Président Aznar et j'en profiterai aussi d'ailleurs, puisque nous terminons ce point de presse, pour lui demander également de le conclure comme je l'ai ouvert.

- M. AZNAR.- Pour la deuxième question, je ne ferai aucun commentaire. Les décisions judiciaires dans cette affaire ou dans d'autres affaires sont tout à fait indépendantes. Nous devons respecter les décisions du tribunal suprême et nous devons continuer à travailler pour l'avenir de notre pays.

- Suite à l'invitation du Président Chirac, j'aimerais vous remercier de votre présence, et dire qu'au cours de cette conférence de presse, nous avons fait la preuve qu'il existe des points en commun nombreux et que nos relations d'amitié sont solides, suffisamment solides pour que nous puissions travailler d'arrache-pied pour l'avenir.

- Je suis tout à fait tranquille. Je suis réconforté après cette réunion de Marseille. Je suis tout à fait convaincu que, la France et l'Espagne, nous serons à même de nous fixer les objectifs ambitieux, des objectifs, qui pour nous, pourront atteindre entre les deux pays pour que l'Union européenne fonctionne bien.

- Je vous remercie beaucoup.\